

# « Nous devons défendre tout ce qui peut être produit dans le pays »



Les provinces les plus touchées par les illégalités urbanistiques sont La Havane, Granma, Santiago de Cuba et Matanzas. **Photo:** Granma Archive

En ce qui concerne les visites effectuées par le gouvernement dans les provinces, le Président a signalé la participation à cette démarche d'un nombre croissant de vice-présidents et de ministres.

Díaz-Canel a évoqué les liens croissants avec le secteur non étatique, défini comme un complément de l'économie cubaine et qui requiert l'attention de l'État, tant dans le contrôle des activités qu'il mène que dans la formation.

Ces considérations ont été formulées à l'issue de la réunion du principal organe de gouvernement, qui a centré son analyse sur les questions ayant un grand impact sur le pays, et à laquelle ont également participé plusieurs responsables nationaux, y compris les présidents des organisations supérieures de direction d'entreprises, et à laquelle se sont joints, à travers une vidéoconférence, les

principaux dirigeants du Parti et du gouvernement des 15 provinces et de la municipalité spéciale de l'Île de la Jeunesse.

Pour faire progresser l'informatisation de la société cubaine, a souligné le président des Conseils d'État et des Conseils des ministres, il faut d'abord assurer la cyber sécurité.



**Photo:** Julio Martínez Molina

## ILLÉGALITÉS URBANISTIQUES

Comme une pratique systématique, le Conseil des ministres a une nouvelle fois inscrit la question des illégalités liées à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme à son ordre du jour, dans un rapport présenté par le président de l'Institut d'aménagement du territoire, Samuel Rodiles Planas.

Selon lui, les provinces les plus touchées par ces problèmes sont La Havane, Granma, Santiago de Cuba et Matanzas.

Parmi les infractions les plus représentatives, il a cité les violations de la réglementation en matière d'urbanisme et de projets, le non-respect des règles de démolition, la construction, l'agrandissement et la modification de maisons sans les documents requis et l'occupation illégale de terrains.

C'est le cas, par exemple, des bâtiments de la région côtière et de la zone de protection, des extensions illégales dans des zones d'utilisation commune de bâtiments collectifs, de l'occupation de locaux appartenant à des entités étatiques et de la mauvaise construction de maisons sans urbanisation minimale, ce qui entraîne d'autres illégalités telles que la contamination des sols et la consommation illégale d'eau et d'électricité.

Inés Maria Chapman Waugh, vice-présidente du Conseil d'État et du Conseil des ministres, a souligné que la résolution du problème exige plus de discipline et de rigueur, une vigilance constante et une communication adéquate afin que la population cubaine connaisse les réglementations urbaines en vigueur.

Le président des Conseils d'État et du Conseil des ministres a souligné que face aux nouvelles illégalités qui surgissent dans ce domaine, des mesures immédiates doivent être prises.

Il a été constaté que les insuffisances dans la récolte de canne à sucre, en plus des problèmes météorologiques, se sont répercutées sur d'autres aspects comme le transport.



**Photo:** Otmaro Rodríguez

*« Nous ne pouvons pas permettre l'accumulation de problèmes, ce sont des faits qui doivent être suivis de près rigoureusement », a-t-il dit.*

Sur ces questions, a-t-il ajouté, nous n'avançons pas avec l'intégralité et la cohérence requises, et ces problèmes doivent être assumés par tous avec combativité et non avec complaisance.

**INFORMATISATION ET CYBERSÉCURITÉ**

Au cours de la réunion du Conseil des ministres, un espace a également été consacré à l'analyse des questions liées à l'informatisation de la société et à la cyber sécurité, toutes deux étroitement liées.

À cet égard, Jorge Luis Perdomo Di-Lella, ministre des Communications, a attiré l'attention sur le manque de perception du risque et de culture qui persiste encore chez certains cadres et spécialistes de diverses entités et organismes en matière de cyber sécurité.

Pour progresser dans l'informatisation de la société cubaine - a souligné le président des Conseils d'État et du Conseil des ministres - il faut d'abord assurer la cyber sécurité, qui nous concerne tous.

Il a insisté sur l'importance de renforcer les plateformes cubaines et d'accroître la production d'applications informatiques dans le pays, dont beaucoup sont aussi robustes que les applications étrangères et peuvent répondre à nos besoins, comme les systèmes de gestion de l'économie ou des ressources humaines. « *Nous avons suffisamment de capacités et de talent pour cela dans le pays* », a-t-il rappelé.

## OPÉRATIONS DE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les membres du Conseil des ministres se sont également penchés sur les effets des irrégularités dans les opérations de commerce extérieur, qui continuent de causer des dommages non négligeables à l'économie du pays.

Le Premier vice-ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers, Antonio Carricarte Corona, a informé des principaux dossiers de plainte déposées au cours de la première moitié de 2018, et il a procédé à une mise à jour de l'analyse des irrégularités survenues dans les périodes précédentes, où les responsables ont été identifiés et des mesures ont été appliquées, y compris des sanctions pénales.

Le vice-président du Conseil des ministres, Ricardo Cabrisas Ruiz, a évoqué quant à lui des erreurs dans les processus de négociation, des problèmes d'organisation et de coordination, entre autres facteurs, alors que la rigueur dans la préparation et le contrôle doivent prévaloir.

## SECTEUR AGROALIMENTAIRE : POUR DES PROJETS PLUS INTÉGRAUX

Soulevant la question des investissements étrangers dans le secteur agroalimentaire, le président cubain a signalé qu'elle répond à la réalisation d'un accord précédemment adopté par le Conseil des ministres pour examiner à ces réunions le comportement de cet aspect dans des secteurs spécifiques de l'économie, étant donné son importance pour promouvoir le développement national.

Ce n'est nullement un hasard l'agroalimentaire est le premier secteur à faire l'objet de débats, car il concentre des activités stratégiques pour l'économie et doit encore importer chaque année quelque trois millions de tonnes de denrées alimentaires, a rappelé le Premier vice-ministre du commerce extérieur et des Investissements étrangers.

D'où l'importance de mettre l'accent sur un développement qui contribue à réduire le nombre de produits importés, ainsi qu'à accroître et diversifier les exportations, a-t-il souligné.

La réalisation de ces objectifs - a-t-il estimé - implique la réalisation d'investissements à partir desquels il est possible d'augmenter la production primaire et de moderniser l'industrie, ce qui, dans de nombreux cas ne sera possible qu'avec des ressources extérieures.

Bien qu'à l'heure actuelle l'investissement étranger soit présent dans ce secteur, il peut encore jouer un rôle plus actif et intégrer des avantages tels que l'accès aux marchés d'exportation et l'inclusion de nouvelles méthodes de gestion et de technologies avancées.

Un accent particulier a été mis sur la priorité à accorder aux liens productifs entre l'activité agricole et l'industrie de transformation. La ministre de l'Industrie alimentaire, Iris Quiñones Rojas, a expliqué comment le secteur a travaillé pour réaliser des projets intégraux qui contribuent à relever un défi aussi urgent.

Au cours du débat, il a été convenu que les analyses concernant l'investissement étranger exigent nécessairement cette approche intégrale, qui permet de promouvoir l'utilisation des matières premières nationales et leur transformation dans le pays, tout en générant un maximum de valeur ajoutée.

« *Nous devons être plus proactifs en matière d'investissements étrangers* », a insisté le président cubain. « *Ces analyses montrent que le secteur agroalimentaire n'a pas été passif, mais que les actions sont encore insuffisantes* », a-t-il signalé.

Dans le même temps, il a insisté sur la nécessité pour le ministère du Commerce extérieur et des investissements étrangers d'établir des liens directs avec les provinces, où il existe diverses potentialités d'exportation qui ne sont pas toujours exploitées ou connues. « *La mise à jour de la carte des exportations du pays est vitale* », a-t-il souligné.

## RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LES ENTITÉS ÉTATIQUES ET LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

La Contrôleuse générale de la République, Gladys Bejerano Portela, a présenté deux cas détectés de violations des relations économiques entre les entités étatiques et les travailleurs indépendants, conformément aux instructions données par le président cubain d'analyser en Conseil des ministres des faits spécifiques qui favorisent la réflexion sur des agissements qui marquent une tendance négative, comme le détournement des ressources financières étatiques, l'enrichissement illicite et la création de chaînes délictueuses.

Le premier d'entre eux, a-t-elle expliqué, s'est produit dans la municipalité de La Havane de l'Est, où le gouvernement local a payé 15 millions de pesos à un travailleur indépendant pour réparer le complexe de piscine d'Alamar, un budget considéré comme inapproprié et excessif.

L'enquête a révélé des violations telles que des paiements indus pour les matériaux et la main-d'œuvre, l'évasion fiscale et le gaspillage des ressources. Bejerano Portela a précisé que les mesures disciplinaires de nature administrative ont déjà été appliquées et que la procédure pénale contre les personnes impliquées est en cours.

L'autre cas est survenu dans la municipalité de Minas, à Camagüey, lorsque la relation entre un travailleur indépendant et une coopérative de crédit et de services a généré une chaîne de corruption impliquant directeurs, cadres, fonctionnaires et travailleurs de dix entités.

Il a été établi que le travailleur indépendant a enregistré un atelier de menuiserie comme activité secondaire dans la coopérative et, par son intermédiaire, il a commercialisé les produits pour se soustraire à l'impôt et s'enrichir illégalement. Dans les deux cas, a indiqué la Contrôleur générale, les causes et les conditions ont été établies, telles que la détérioration des valeurs éthiques, l'insuffisance du contrôle, de l'inspection et de la supervision de la part des instances correspondantes, le respect insuffisant des normes les plus élémentaires du système de contrôle interne et le volontarisme de l'adoption des décisions relatives à l'utilisation des ressources financières.

Sur ce point, le président cubain, après avoir donné la parole par vidéoconférence aux autorités municipales et provinciales des deux territoires concernés, a insisté sur la lutte à mener sur le plan de l'éthique.

Des manifestations de ce genre, a-t-il rappelé, minent l'autorité morale et la crédibilité de l'État. Plus qu'une question économique, c'est avant tout une question idéologique.

## LE CARBURANT DANS LE COLLIMATEUR

Le Conseil des ministres a également approuvé une série de mesures visant à lutter contre le vol de carburant dans le pays, une question qui a fait l'objet d'un suivi systématique.

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Raul Garcia Barreiro, a souligné la saisie, par le biais de procédures administratives, des moyens utilisés dans les infractions -y compris les véhicules-, pour lesquelles les normes juridiques permettant leur application seront élaborées au plus vite.

À plus long terme, il est prévu de personnaliser les cartes magnétiques pour les véhicules et les responsables, afin que le contrôle atteigne le consommateur final du carburant. Progressivement, il est prévu que tout le carburant soit vendu par cartes magnétiques.

Compte tenu de la priorité qui doit être accordée à l'évaluation de ces questions, des analyses mensuelles seront effectuées dans les conseils d'administration de toutes les entités.

Diaz-Canel Bermudez a souligné que c'est une question que nous devons tous défendre et qu'il est essentiel de la contrôler.

## CONTRÔLE ÉTATIQUE À AZCUBA

La Contrôleuse générale a également présenté les résultats d'un audit intégral effectué au Groupe sucrier *Azcuba* en juin dernier.

Il a été constaté que le non-respect du plan de la récolte de canne à sucre, en plus des problèmes climatiques, a affecté d'autres indicateurs, provoquant une perte importante du temps industriel, le déversement direct dans la bascule, des pannes opérationnelles, un déficit de main-d'œuvre qualifiée dans des zones clés en raison de fortes fluctuations du personnel et le non-respect du transport, notamment par chemin de fer.

Bejerano Portela a signalé que dans le délai fixé, *Azcuba* doit élaborer et discuter les mesures et les actions concrètes proposées afin de présenter son Plan de mesures organisationnelles et de maintenance afin de traiter, éliminer ou diminuer les insuffisances signalées.

## COMPORTEMENT DE L'ÉCONOMIE

Comme à l'accoutumée à ces réunions, le ministre de l'Économie et de la Planification, Alejandro Gil Fernandez, a fait le point sur les principaux aspects liés à la mise en œuvre du Plan à la fin août.

Il a indiqué que, pour assurer l'approvisionnement en électricité durant l'été, un programme d'actions a été conçu pour éviter les pannes ou les interruptions du service d'électricité pendant la période des vacances. Il a ajouté que l'une des priorités reste d'éviter d'affecter les services à la population durant les prochains mois.

Il a assuré qu'il ne peut y avoir aucun moyen de transport public paralysé par la non-disponibilité de carburant sans que l'on ait envisagé au préalable avec le ministère les alternatives qui pourraient être appliquées.

En outre, il a assuré que le suivi des principaux programmes d'alimentation et d'hygiène a été privilégié sur l'ensemble du territoire national.

Il a attiré l'attention sur la nécessité, compte tenu de la production nationale et des réserves internes des agences, d'être en mesure d'anticiper pour déterminer objectivement comment faire face au déficit prévu dans les importations.

Il a également indiqué que le plan de l'année prochaine était déjà en cours d'élaboration. Dans le cadre de ce travail, a-t-il expliqué, les priorités de l'économie sont évaluées dans leur ensemble, l'accent étant mis en particulier sur le remplacement des importations par la production nationale de différents produits.

## RENFORCER LA CAPACITÉ LÉGISLATIVE DU PAYS

Homero Acosta Alvarez, Secrétaire du Conseil d'État, a expliqué que, comme l'a rappelé à plusieurs reprises le général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba, ce qui a fait l'objet d'une analyse lors des dernières réunions du Conseil d'État et du Bureau

politique, un impact significatif est prévu dans l'ordre législatif dans le cadre du processus d'application de la nouvelle Constitution, compte tenu des nombreuses réglementations qui devront être publiées afin de nous doter de la base juridique nécessaire.

Afin de répondre à ces demandes et de pouvoir identifier pleinement le grand nombre de normes qui devront être actualisées, il a été décidé de créer un groupe de travail conduit par le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, qui sera chargé de diriger, coordonner, évaluer et contrôler le travail législatif découlant du processus de mise en œuvre de la nouvelle Constitution. À propos de cet important sujet, le président Diaz-Canel Bermudez a apprécié l'utilité de tirer parti de toutes les potentialités qui existent dans le pays dans le domaine des juristes, qui peuvent compléter dans une large mesure la concrétisation de ces questions.